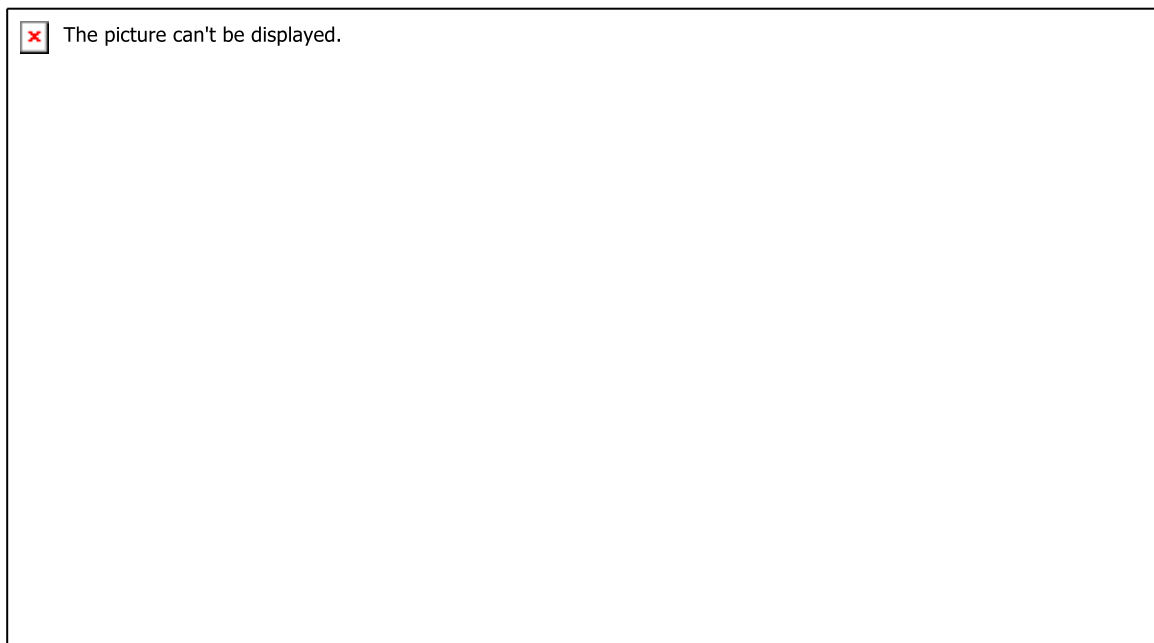


LA QUATRIEME REUNION DE LA COMISSION BILATERALE ENTRE CUBA ET LES ETATS UNIS SE TIENDRA VENDREDI PROCHAIN: L'ILE DENONCERA LE PROJET WORLD LEARNING (+PHOTOS ET PODCAST)

28 septembre

publié par aocalatinoamericano



L'article a été pris de la revue Cubadebate

La quatrième réunion de la Commission Bilatérale entre Cuba et les États-Unis qui a débuté depuis une année entre les deux pays, se tiendra ce vendredi à Washington et l'on attend que ce soit l'avant-dernière de ce mécanisme de dialogue de l'administration de Barack Obama.

Au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue à La Havane, Gustavo Machin, Vice-Directeur Général des États-Unis de la Chancellerie a affirmé que les accords pris à la réunion précédente qui s'est tenue à La Havane le 16 mai 2016 seront vérifiés et qu'on accordera d'ensemble "les nouveaux pas à donner par les deux parties avant la fin de 2016 pour avancer dans le processus de l'amélioration des relations, ce qui comprendra la définition des visites de haut niveau dans les deux sens, la réalisation de rencontres techniques, l'adoption de nouveaux accords de coopération dans des zones à intérêt commun et la tenue des dialogues sur des sujets à intérêt bilatéral et multilatéral".

L'officiel a ajouté que la délégation cubaine réitérera que pour pouvoir établir des relations normales entre Cuba et les États-Unis il s'avère nécessaire de lever le blocus, de rendre à la souveraineté cubaine le territoire occupé illégalement par la Base Navale de Guantánamo, de mettre fin à la politique migratoire préférentielle pour les citoyens cubains et d'éliminer d'autres politiques qui portent atteinte ou qui touchent Cuba.

Josefina Vidal, Directrice Général des États Unis à la Chancellerie présidera la délégation Cubaine, tant que leurs hôtes seront Mari-Carmen Aponte, Vice-Secrétaire adjointe pour l'Amérique Latine et Jonathan Finer, Directeur de Planification de Politique, tous deux du Département d'État.

C'est au cours de la visite faite à La Havane par John Kerry, Secrétaire d'État, que la Commission Bilatérale a été créée officiellement en août 2015 en tant que mécanisme pour le suivi des liens entre les deux pays après le renouvellement des rapports diplomatiques. Sa première réunion a eu lieu le 11 septembre 2015 et la dernière devra se tenir à la fin de cette année, avant qu'un nouveau Président de la Maison Blanche ne s'installe au pouvoir.

Cuba dénoncera le programme World Learning

Cubadebate a vérifié que le programme World Learning, dénoncé par illégal et récepteur des fonds destinés à la subversion contre Cuba, a été promu tant par l'Ambassade des États Unis à La Havane que par sa page officielle dans Facebook. Machin a confirmé que ce projet, fortement critiqué des nos jours par des étudiants et des représentants de la société civile cubaine sera l'une des affaires à aborder par la délégation de l'île dans la réunion du vendredi à Washington.

Ce programme et d'autres liés aux projets pour le changement de régime dans l'île qui datent depuis l'administration de George W. Bush avec un budget annuel de 20 millions de dollars au minimum - l'année fiscale actuelle l'a augmenté à 30 millions- **“ont été abordés par la voie diplomatique et pas seulement le World Learning, mais aussi d'autres qu'on essaie de mettre en place sans compter sur la volonté de l'État Cubain et sans les coordonner avec lui”** .

Machin a ajouté qu'au moment du rétablissement des rapports diplomatiques des deux pays on a accordé de le faire sur la base de la souveraineté, indépendance et l'égalité. Des voies officielles existent pour traiter tout sorte d'échanges, ce que l'on fait avec toutes les missions diplomatiques accréditées à La Havane.

L'officiel a ajouté "qu'on refuse que cette sorte de programmes soient promus sans que notre gouvernement donne son accord ni soit consulté, en marge des autorités et des voies diplomatiques concernées". Il a reconnu pourtant l'existence d' "un flux de communication entre l'ambassade des États Unis et le Ministère des Affaires Étrangères de Cuba".

Cette position n'ira pas dans les moindres détails au détriment de la collaboration dans les domaines de l'éducation et scientifique avec les États Unis. Il a rappelé l'existence de quelques accords entre les deux nations et il a mis l'exemple de celui pour l'enseignement de l'anglais à Cuba. Il a ajouté que "c'est un projet qu'on est en train de faire conjointement, de même que les programmes de bourses dont les formalités suivent les voies officielles. On souligne que toute collaboration pareille soit faite par la voie officielle" .

Des nouveaux accords et peu des résultats dans le domaine du commerce

Avec trois accords nouveaux -santé et lutte contre le trafic de stupéfiants ainsi qu'un déploiement d'officiels dans les vols entre les deux pays- on en compte déjà 12 qui ont été passés entre Cuba et les États Unis depuis le renouvellement des relations en juillet 2015. Les visites à haut niveau dans les deux directions sont devenues régulières, 12 rencontres techniques ont eu lieu dont 3 inédites: une sur la lutte contre le terrorisme, une autre sur la coopération pénale et la troisième, **qui siège aujourd'hui même**, sur la sécurité du commerce et de voyageurs.

Les vols réguliers depuis les États-Unis à plusieurs destinations -ils n'atterrissent pas encore à La Havane- ont été repris; les négociations tripartites pour délimiter les frontières de la dite Zone

Orientale du Golfe de Mexique ont débutées et quatre dialogues bilatéraux ont eu lieu, parmi lesquels un sur l'économie et le commerce.

Nonobstant "on avance peu" dans le domaine de l'économie et du commerce résultat du blocus qui existe contre Cuba. Les prohibitions et restrictions multiples à l'importation de produits cubains existent encore, les investissements en provenance des États Unis ne sont pas autorisés et il y a l'absence des relations bancaires normales entre les deux pays. Le secteur bancaire craint profondément ses relations avec les institutions domestiques résultat de sanctions implacables qui ont eu lieu contre des sociétés financières internationales.

Il a souligné que même si dans le paquet des mesures prises par Obama il a été approuvé que l'île utilise le dollar dans les transactions financières internationales, jusqu'à ce moment "aucune mesure n'a pas été réalisé". Jusqu'à maintenant le pays n'a pas pu "ni recevoir de crédits, ni payer à des tiers, ni faire des dépôts en liquide en dollars américains".

La normalisation des relations dans ce secteur doit attendre la décision des États-Unis d'autoriser les banques cubaines à avoir des comptes correspondantes dans des entités de ce pays, ce qui permettra une augmentation importante des échanges. Aujourd'hui toutes les transactions doivent passer par des entités des pays tiers, avec le coût additionnel que cela amène et les autorités cubaines ont attiré l'attention de façon réitérée.

Le Président Obama a des prérogatives qu'il n'a pas utilisé

Machin a dit que le président Barack Obama a des prérogatives suffisantes pour agir dans le secteur de l'économie et du commerce, de même qu'il a fait dans les télécommunications.

Le vice-directeur général des États-Unis a répondu à une question de l'agence AP "que Cuba ne va pas s'immiscer dans les élections présidentielles des États-Unis mais "qu'on espère que le prochain président agira en conséquence et tiendra compte du souhait et de l'avis des larges secteurs de la société dont la majorité soutient la levée de l'embargo et l'amélioration des relations".

Concernant la nomination de Jeffrey De Laurentis, qui à ce moment est le Chargé d'Affaires des États-Unis à La Havane dans sa qualité d'Ambassadeur de ce pays chez nous, il considère qu'il s'agit d'une décision conséquente de la part de Barack Obama et il lui a donné la bienvenue en souhaitant que cette Siège Diplomatique puisse compter sur une représentation du plus haut niveau possible.